

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 4

■ Éclairage

Delphine Bauer

Contrôle au faciès : « L'action de groupe offre un levier juridique de transformation sociale »

Page 7

■ Ile-de-France

Timothée Marteau

« L'État c'est moi ! », naissance d'une infox au château de Vincennes

DOCTRINE

Page 10

■ Immobilier

Patrice Battistini

Le régime applicable aux dispositifs d'alimentation et de sécurité des installations de recharges des véhicules électriques et hybrides est précisé (D. n° 2020-1696, 23 déc. 2020)

CHRONIQUE

Page 13

■ Personnes / Famille

Par le Centre de recherche droits et perspectives du droit (CRDP) (EA 4487) - L'ERADP de l'université de Lille 2 Droit et Santé

Droits de l'enfant : chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n° 18 (2^e partie)

CULTURE

Page 24

■ Musique

Jean-Pierre Robert

Trésors de la musique de chambre de Saint-Saëns

ACTUALITÉ

Éclairage



Contrôle au faciès : « L'action de groupe offre un levier juridique de transformation sociale » 159q2

Delphine BAUER

Le 27 janvier dernier, six ONG nationales et internationales inauguraient la première action de groupe en France contre les contrôles d'identité discriminatoires ou contrôles dits au faciès. Face à l'inaction de l'État depuis des décennies, le recours à une action en justice était l'ultime option pour tenter de mettre enfin le gouvernement face à ses responsabilités.

Après deux années de travail, les six ONG à l'initiative de cette première juridique – la Maison communautaire pour un développement solidaire (MCDS), Pazapas, Réseau - Égalité, Antidiscrimination, Justice - interdisciplinaire (REAJI), Amnesty International France, Human Rights Watch et Open Society Justice Initiative (OSJI) – ont pu présenter leur projet et ses implications, le 27 janvier dernier. Antoine Lyon-Caen, conseil des associations, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, estimait ainsi qu'il s'agissait d'un « moment fort, résultant d'un travail collectif mené depuis plus de deux ans » ! Il a rappelé la définition d'un contrôle au faciès : contrôle

opéré en raison des caractéristiques physiques d'une personne liées à son origine, qu'elle soit réelle ou supposée, d'où son caractère discriminatoire. Malheureusement, « ces contrôles discriminatoires se sont développés en France », a-t-il rappelé, faisant référence à l'inaction de l'État en la matière depuis plusieurs décennies. Il a insisté sur le fait que cette pratique était « unanimement condamnée », par des instances nationales – Cour de cassation et Conseil constitutionnel – et internationales. Ainsi, « le problème est connu et reconnu, dénoncé, et pourtant l'État ne fait rien »...

Suite en p. 4

Édition quotidienne d'Actu-Juridique

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces-pa@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

Accueil client
annonces-gp@lextenso.fr
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces-qj@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

 la loi

annonces-jll@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 42 34 52 34